

DOSSIER MURAMBI

Identification du témoin

Joseph Ntegeyintwali

Date de naissance : 1950

Lieu de naissance

- Cellule Gatovu
- Secteur Nkumbure
- Commune Mudasomwa

Lieu de résidence

- Cellule Karaba
- Secteur Cyanika
- Commune Karama

Etat civil : Marié, père de 5 enfants

Le témoin actuellement incarcéré dans la prison de Gikongoro est accusé par plusieurs détenues, dont l'ex-bourgmestre de Karama, d'être organisateur des massacres à Cyanika. Il nie en bloc tous ce qu'on lui accuse. Il n'accepte non plus qu'il s'est présenté à la réunion convoqué par le président Sindikubwabo. Pourtant, il affirme que la réunion a eu lieu le 19 avril et cite son objectif. Il se réserve de dénoncer celui qui lui a fourni des informations.

La plupart de gens n'osent dire que les massacres qui se sont déroulés dans notre province ont été motivés par la visite de Théodore Sindikubwabo. L'exemple concret est la réunion qui s'est tenue dans la salle du bureau de la préfecture. Sindikubwabo a donné le message de tuer les Tutsis qui s'étaient réfugiés à Murambi et à Cyanika. La réunion a eu lieu le 19 avril. La plupart de gens ne veulent pas parler de la visite. Moi, j'ai su l'information le soir du même jour. J'ignore un des participants qui m'a fourni l'information. C'était le soir au *Guest house* de Gikongoro. La réunion s'est tenue à huit clos. Voilà quelques figures qui y étaient conviées :

- Préfet Bucyibaruta ;
- Pierre Célestin Mushenguzi ; sous-préfet des affaires politiques. Il est originaire de Nkumba, Ruhengeri ; en refuge ;
- Gabriel Mutwarasibo, président du tribunal de première instance. Il est actuellement juge au tribunal de première instance de Kibuye ;
- Serge Semugabo, procureur de la République à Gikongoro. Il est peut-être décédé en exil ;
- Capitaine Sebhura ;
- Bourgmestre Semakwavu ;

La réunion à laquelle j'ai participé avait eu lieu précédemment. C'était juste une journée après le départ des réfugiés à Murambi. Nous nous sommes réunis autour du préfet avec l'objectif de débattre le problème des vivres auquel les réfugiés allaient s'affronter. Parmi les participants, j'ai pu distinguer :

- Rusatsi, sous-préfet chargé des affaires sociales ; j'ignore son adresse actuelle ;

- Félicien Murengeantwali, président de la CRR à Gikongoro. Il est en prison ;
- Magdaleine Raffin, chargé de la Caritas ;
- Abbé Edouard, vicaire général de l'évêque de Gikongoro.
- Monseigneur Normand Kayumba, évêque de l'Eglise épiscopale de Kigeme.

Le 19 avril je me suis rendu en ville de Gikongoro. J'y ai rencontré par hasard un certain David Karangwa. Il s'est précité de me demander des nouvelles des Tutsis de Cyanika. Il ne m'a pas accordé le temps de lui répondre et m'a adressé ces propos : *« Ces gens (Tutsis) sont très méchants, ils sont pleins à Murambi. Ils ont un plan de faire périr la race hutue. La population environnante du camp ne dormait plus depuis leur arrivée. Elle a peur de leur nombre. Elle a déménagé depuis hier. Alors, nous ne pouvons pas continuer à garder les inyenzi. Nous allons les éliminer demain, C'est le plan déjà élaboré. Les gendarmes nous ont déjà promu une aide. La milice de Mudasomwa va aussi venir. Le début des massacres est fixé le 21 avril à trois heures. N'ayez pas peur si vous allez entendre le retentissement des fusils. »* Je suis rentré étant convaincu qu'il y avait des réunions à huit clos qui élaboraient des plans d'exterminer les Tutsis. Mon interlocuteur ne m'a pas parlé du sort des réfugiés qui se trouvaient à Cyanika.

Le 21 avril, j'ai été matinal pour me rendre au bureau communal de Rukondo. J'y ai pris un policier pour aller assurer la garde de mon bureau. En ce moment-là, la commune Karama était totalement en crise économique. Elle ne pouvait pas avoir un policier de plus pour la garde du bureau de la sous-préfecture. C'est ainsi que j'ai fait le déplacement. De mon retour, lorsque j'arrivais aux parages de Karaba, j'ai été surpris par un grand mouvement de gens qui cheminaient vers Cyanika. Les coups de fusils en provenance de là grondaient comme des tonnerres. Les courraient avec des armes blanches notamment des lances et des massues. J'ignore le mobilisateur de la foule. (*Ici le sous-préfet nie sa responsabilité dans la mobilisation, alors que le bourgmestre l'accuse d'avoir un mégaphone pour appeler la population à aller tuer les Tutsis*).

En tant qu'une autorité dans la région j'ai pris immédiatement la destination de la paroisse pour me rendre compte de la situation. Je me suis placé près d'une habitation avoisinante de Cyanika où je pouvais suivre de près les massacres. Les choses m'ont tellement dépassé. Je ne pouvais pas intervenir du côté des Tutsis avec un seul pistolet que je tenais en main. Je l'avais eu de la part du ministère de la défense pour ma propre sécurité. Je ne pouvais pas non plus oser arrêter les interahamwe qui étaient enragés comme des chiens. Ils étaient bien couverts par des gendarmes en provenance de la ville de Gikongoro. J'ai constaté qu'ils étaient envoyés par une autorité hiérarchique. Ils avaient une mission à accomplir.

L'attaque ont duré toute la journée, de 7 heures à 17 heures. A l'issue de massacre, j'ai constaté que Cyanika n'avait pas seulement été envahie par les résidents de Karaba soutenus par les gendarmes. J'ai vu beaucoup des interahamwe de Mudasomwa. Ils étaient venus à bord des camionnettes des usines à thé de Kitabi. Les miliciens se montraient comme des gens bien entraînés. Ils suivaient des ordres de leurs chefs et se connaissaient entre eux. Ils n'avaient pas peur d'avancer là où la population locale craignait de franchir.

Le massacre a été clôturé par le pillage. Les choses de valeurs ont été emportées par la milice de Mudasomwa. Elle s'était distinguée dans les tueries. Leurs chefs ont pris des véhicules. François Gakuru s'est emparé d'une voiture SUZUKI tandis que Ngoga est parti avec une camionnette Mazda de couleur rouge.

Je pense que le préfet avait la possibilité de sauver les Tutsis en collaboration des gendarmes. En tout cas la vie des réfugiés se trouvait entre les mains de ces deux autorités. L'exemple concret qui montre que le préfet pourraient sauver les gens est le cas de son épouse. Lorsque le massacre a commencé, elle se trouvait dans sa famille tutsie en commune Murambi, Byumba. Avec le concours de Godfroid Ruzindana, préfet de Kibungo¹, il a envoyé les gendarmes pour la protéger jusqu'à Gikongoro. Cependant, il n'a pas voulu le faire pour les Tutsis dans le camp ou ceux qui succombaient dans la campagne.

Le lendemain, le bourgmestre de Karama a commencé les travaux d'inhumer des milliers des cadavres qui gisaient partout à la paroisse. Le travail a été accompli par la population locale. Il y a eu également un coup de main des détenus de la prison centrale de Gikongoro. Ils sont venus dans un camion Nissan. La préfecture a également envoyé une machine bulldozer pour cette fin. Même-ci l'enterrement n'a pas été digne, il était nécessaire de le faire. Sinon, toute la région pourrait sans doute être exposée à diverses épidémies.

Le curé de la paroisse Cyanika était un Tutsi. Il s'appelait Joseph Niyomugabo. Il l'avait pu survivre le massacre du 21 avril. Un des gendarmes l'avait donné la faveur d'aller se cacher au centre de santé de Cyanika. Il était parti avec d'autres trois Tutsis. Les interahamwe qui rodaient aux alentours ne les ont pas épargnés. Ils les ont tués après trois jours.

Vers la fin d'avril, les Tutsis étaient déjà éliminés sur la quasi-totalité du territoire de Gikongoro. Cependant le mauvais comportement des interahamwe a commencé à créer une situation chaotique. Les uns ont commencé à se disputer du patrimoine des Tutsis. Et comme les biens pillés étaient insuffisants à la population, les infrastructures de l'Etat ont été également ciblées. L'autorité qui était à l'origine du désordre n'était pas protecteur de la chose publique. Pour reconstituer le pouvoir, le préfet a convoqué une réunion qui s'est déroulée au bureau de la préfecture le 26 avril. L'invitation a aussi touché l'autorité de base que l'autorité supérieure. Les bourgmestres et leurs conseillers de secteurs étaient bien là. Les deux catégories étaient le canal direct qui se communiquaient directement avec toutes les couches de la population.

En peu de mot voilà les grandes lignes de la réunion :

- Le préfet a fait le constat de la situation en générale. Il a dit que la raison de garder des barrières n'était plus fondée. Les massacres des Tutsis étaient déjà finis.
- La population devrait retourner aux activités champêtres ;
- Les employés de l'Etat devraient retourner au travail à partir du mois de mai.

Il nous a donné la mission d'aller nous entretenir avec la population en insistant sur les trois points car, une fois la sécurité revenu, la communauté étrangère ne pourrait pas découvrir ce qui s'était passé. A l'issue de la réunion, le préfet nous a promu de nous envoyer le compte rendu de la réunion dans un meilleur délai. Nous l'avons eu le 29 avril. Je garde la copie. ²

¹ Celui-ci a été tué par après accuse d'être Tutsi. Voir African Rights, Histoire du génocide dans le secteur Birenga.

² Témoignage recueilli le 18 janvier 2004 à Mudasomwa.

